

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Assemblée nationale : les ministres financiers face aux députés

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES auditions des membres du gouvernement s'enchaînent à un rythme soutenu à l'Assemblée nationale. Hier, le ministre du Budget et des Comptes publics, Sosthène Ossoungou-Ndibangoye, et sa collègue de l'Économie et de la Relance, Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou, étaient les hôtes des membres de la Commission des Finances du Budget et de la Comptabilité publique, présidée par Pacôme-Rufin Ondzounga, élu du 1er siège du département de la Mpassa.

Au centre de cette audition : le projet de loi de règlement pour l'exer-

cice 2019. Lequel fixe le montant définitif des dépenses et recettes de l'État, ratifie les opérations réglementaires ayant affecté l'exécution du budget, décrit les opérations de trésorerie effectuées au cours de l'exercice 2019. Bref, la loi de règlement retrace toutes les opérations financières réalisées par l'État. Cette audition s'inscrit dans le droit fil des dispositions de l'article 48 alinéa 6 de la Constitution. Lesquelles permettent aux élus du peuple d'exercer, justement, leur mission de contrôle et d'évaluation du budget de l'État.

De fait, à entendre les deux membres du gouvernement, il ressort que les recettes budgétaires ont été perçues à hauteur

de 1 812,4 milliards de nos francs contre 2 002,2 prévus, soit un taux de recouvrement de 90,5 %. De même, les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de 1 203 milliards sur un montant prévu de 1 301,5 milliards, soit un taux de réalisation de 92 %. S'agissant des ressources de trésorerie et de financement, elles ont été mobilisées à hauteur de 835,572 milliards de francs contre 919,9 milliards. Les dépenses d'investissement, quant à elles, ont été exécutées à hauteur de 257,8 milliards pour une prévision de 381 milliards.

En définitive, selon les ministres financiers, l'exécution des opérations de trésorerie et de financement laisse apparaître un résul-



Photo: DR

Vue des membres du gouvernement lors de leur audition.

"Le PRD est un parti centriste, il n'est ni de la majorité ni de l'opposition"

Propos recueillis par Yannick Franz
IGOHO
Libreville/Gabon

L'Union. Au moment où le landerneau politique compte près de 80 formations politiques, vous venez de porter sur les fonts baptismaux le PRD, quelles sont vos motivations ?

Dr Constant Oyono Ebang-Obame : Nos motivations principales sont la parfaite illustration de l'idéologie de la social-démocratie dont les enjeux de base constituent les fondements de justice sociale et de la légalité républicaine. Le PRD n'est pas un parti qui se met sur une liste d'attente de près de 80 partis, nos motivations s'articulent essentiellement autour de la question de l'avenir du pays, du bien-être des Gabonais, dans le strict respect des lois et règlements en vigueur sur le territoire national. Notre intention est de faire la différence avec toutes les autres formations politiques qui existent. Nous comptons nous en distinguer par nos actions futures, nos idéaux politiques, nos projets, afin de répondre efficacement aux attentes des populations lassées par la monotonie et l'immobilisme existentiel, particulièrement sur le plan social, économique et politique. Le PRD compte s'attaquer au mal depuis la racine, c'est-à-dire en commençant



Photo: DR

par améliorer le système éducatif et la politique de formation et du plein-emploi articulé par l'adéquation formation-emploi.

Vous vous présentez comme un parti centriste, quelle est votre idéologie ?

L'idéologie du PRD est la social-démocratie, et notre devise est Deus Patria Populus "Dieu, la Patrie, et le Peuple". Tout s'articule autour de l'idée de peuple et de patrie, sans distinction ethnique, religieuse ou clanique. Le PRD est un parti centriste, qui n'est ni de la majorité, ni de l'opposition, mais uniquement pour le peuple et rien que pour le peuple. Nous allons travailler avec toutes les personnes qui partageront notre idéologie conformément aux principes de la social-démocratie et au respect des lois en vigueur. C'est parce que nous avons pour ambition majeure

de bâtir un Gabon nouveau et meilleur en se fondant sur les ressources inépuisables de ses populations qui sont les véritables moteurs de tout développement, que le PRD aspire légitimement à contribuer de manière significative à l'animation de la vie politique nationale, à conquérir et à gérer le pouvoir d'État. Notre véritable camp n'est rien d'autre que le camp du peuple. La social-démocratie, c'est le socialisme attelé à la démocratie. La social-démocratie, c'est le socialisme attelé au néolibéralisme. La social-démocratie, c'est l'État et l'entreprise qui se mettent ensemble au service du social et du peuple.

Le PRD est né à deux ans de la prochaine présidentielle, allez-vous présenter un candidat à ce scrutin ?

La course au trône n'est en aucune façon la motivation première du PRD. Il est évident que nous présenterons un candidat au moment opportun. Au cas contraire, nous en soutiendrons forcément un aux élections présidentielles de 2023. Tout dépendra de l'importance des enjeux et de l'atmosphère qui prévaudra. Nos ambitions seront toujours édictées par les intérêts du peuple gabonais d'abord, c'est dans cette direction que notre parti entend évoluer, en toute légalité et en toute transparence, de manière que nos actions soient toujours légitimées par la juridiction de notre pays.

Ossouka Raponda reçu par le chef de l'Etat



Photo: DR

Le chef de l'Etat lors de son échange avec le Premier ministre.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu ce jour au Palais Rénovation avec le Premier ministre, Chef du gouvernement Rose Christiane Ossouka Raponda. Cette rencontre a été l'occasion pour le Premier ministre de faire au chef de l'Etat un compte rendu des missions effectuées récemment ainsi qu'un point de situation concernant les actions menées par le gouvernement dans les domaines économique et sanitaire. Notamment, les discussions engagées par l'Etat auprès du Fonds monétaire international en vue de soutenir

certaines projets économiques. Par ailleurs, le chef du gouvernement a présenté au président de la République un bilan d'étape de la situation vaccinale dans notre pays. Il convient de souligner qu'à ce jour près de 7 000 personnes ont volontairement été vaccinées, dont 3 000 ont reçu la deuxième dose. A l'issue de cette rencontre, le Chef de l'Etat a donné des orientations fermes au Premier ministre, au sujet des projets inscrits dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation. Appréciant la légère baisse de la courbe des contaminations ces derniers jours, Ali Bongo Ondimba exhorte à nouveau les populations à se faire vacciner davantage et à continuer de respecter les gestes barrières.